

La Syrie au cœur de l'Orient compliqué

Plus de 8 ans après le début de la guerre en Syrie, celle-ci demeure au centre de l'affrontement des nations au Moyen-Orient. L'ambassadeur Yves Gazzo fait pour *Engagement* un point de la situation dans ce pays où prédomine « une majorité de minorités ».



Les contours de la Syrie et de la région sont confrontés à un réaménagement brutal par les puissances actives alors que d'autres encore quittent la zone et que d'autres observent avec intérêt ou inquiétude, tandis que l'Europe fait montre d'une impuissance coupable et dangereuse sur le moyen terme.

L'intervention récente *Source de paix* de la Turquie d'Erdogan dans le nord de la Syrie fait suite aux interventions militaires précédentes du 24 août 2016 et du 20 janvier 2017. La plus récente s'inscrit cependant dans un contexte différent des précédentes car, si les Américains ont commis une erreur stratégique discutable en se retirant de la « partie », le régime du président syrien, Bachar el-Assad, a saisi l'occasion pour monter vers le nord avec le soutien des forces russes, coïncant un peu plus les kurdes syriens du YPG¹

¹/ YPG : les unités de protection du peuple qui forment la branche armée du Parti de l'union démocratique syrien. Elles sont formées en 2011 lors de la guerre civile syrienne.

qui ont préféré s'allier pour la circonstance avec Damas pour résister à « l'OPA » de M. Erdogan sur cette zone d'environ 40 km sur 400.

Les autres forces régionales, l'Iran au premier plan, les pays du Golfe, Israël et dans une moindre mesure l'Égypte suivent attentivement les agissements de celui qui - Erdogan - veut devenir le « sultan des temps modernes » des musulmans sunnites (les sunnites représentent entre 85 et 90 % des musulmans dans le monde, les chiites environ 10 % et les kharijites moins de 5 %). Les ex-puissances coloniales - France et Grande-Bretagne - sont présentes sur le terrain pour combattre l'État islamique mais sans la capacité de s'opposer réellement à l'aventure turque en terre syrienne, et l'Union européenne reste désespérément impotente.

Quels sont les acteurs qui comptent aujourd'hui ? Quelles conséquences pour l'Europe, quelle est la position de la France et n'est-il pas venu le temps d'agir en changeant de méthode, d'alliances au coup par coup ?

Un bref rappel de la Syrie contemporaine

Depuis l'Antiquité la Syrie a pesé sur le cours de l'Histoire quelle que soit la période grecque, romaine ou islamique avec les Omeyyades. Certes la Syrie n'a pas toujours défendu avec succès son territoire comme l'ont fait les Perses. La Syrie subira par exemple la domination ottomane pendant de longues décennies, domination à laquelle succédera le mandat français (1920-1946). La

« Depuis l'Antiquité la Syrie a pesé sur le cours de l'Histoire »

France effectuera quelques ajustements de territoire et de populations ; en 1939, la ville d'Alexandrette est laissée aux Turcs. Lors du « dépeçage » de l'Empire ottoman la France avait en effet privilégié, dans ses négociations, le « croissant fertile », Liban-Palestine-Syrie, tandis que les Britanniques avaient jeté leur dévolu sur les pays du Golfe, prometteurs en ressources pétrolières et moins difficiles à administrer, tout en essayant de grappiller des

territoires et installer un pays créé de toutes pièces en 1920, la Jordanie, pour y accommoder la dynastie hachémite, les anciens *chérifs* de la Mecque (délogés par les wahhabites), ce qui contraignit la France à céder non seulement la Palestine aux Anglais mais aussi la ville de Mossoul en pays kurde pour agrandir le royaume d'Irak.

Dans cette Syrie sous mandat français, les quatre mini-États distincts, l'un à Damas, un autre à Alep, un autre à Lattaquié en zone alaouite et le dernier en zone druze furent unifiés en un seul État en 1930 dans cet « *Orient compliqué* » et où prédomine « *une majorité de minorités* ». C'est d'ailleurs sur la minorité alaouite (10 % environ de la population) que la France cherchera à s'appuyer pour diriger le pays, une minorité qui est toujours au pouvoir aujourd'hui et dont la mainmise sur le pays a été en partie à l'origine des émeutes commencées il y a 7 ans et qui ont débouché sur la sanglante guerre civile qui s'est ensuivie. Avec le temps, le régime de Damas s'est



Capitale : Damas
Superficie
 185 000 km²
Langue officielle :
 arabe
Religion officielle :
 aucune
Unité monétaire :
 livre syrienne (SYP)
Population :
 18 284 000 (estim. 2018)
Densité (hab./km²) :
 98,7 (estim 2018)
Répartition urbains-ruraux
 population urbaine :
 54,2 % (2018)
 population rurale :
 45,8 % (2018)

LIBRES PROPOS

trouvé renforcé et soutenu par l'Iran (pays à très forte majorité chiite) et a essayé d'étendre son influence au Liban, caressant ainsi le rêve d'une « grande Syrie », un rêve longtemps contrarié par la France, défenseur des chrétiens au pays du Cèdre.

« Il n y a pas une coalition, il y a différentes coalitions... c'est la mission qui doit déterminer la coalition »

Cependant les jeux d'alliance traditionnels ont changé depuis que le ministre de la Défense américain, Donald Rumsfeld, avait annoncé en décembre 2001 : « Il n y a pas une coalition, il y a différentes coalitions... c'est la mission qui doit déterminer la coalition ». C'est ce à quoi on assiste depuis quelque temps.

Les nouvelles alliances variables en fonction de la mission

Si l'administration de Donald Trump a mis en pratique, à sa façon qui n'est pas la meilleure loin de là mais qui correspond au souhait de

Donald Trump de sortir des guerres inutiles, la nouvelle approche des relations internationales de Donald Rumsfeld, c'est surtout la Russie, l'Iran et la Turquie qui, par le processus dit d'Astana, concurrence celui de Genève ; malgré le manque de sympathie évident existant entre les trois protagonistes principaux, ces derniers ont réussi à travers plusieurs rencontres multilatérales ou bilatérales à encadrer à leur manière le conflit syrien. La rencontre récente à Sochi entre Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan en est l'illustration ; en effet cet accord a permis de concilier deux approches *a priori* peu compatibles : les Turcs souhaitent s'implanter d'une façon ou d'une autre dans le nord de la Syrie en mettant dans le même panier « terroriste » le *PKK*² des Kurdes de Turquie et ceux du *YPG* de Syrie, tandis que la Russie a non seulement accepté une représentation du *YPG* (via sa filiale du Parti de l'union démocratique), mais a pour objectif d'aider le régime de Damas à reconquérir l'ensemble de

2/ *PKK* : Parti des travailleurs du Kurdistan.





La population civile est prise en otage. Exposée aux exactions des islamismes et aux bombardements des grandes puissances, elle fuit les zones de combat vers la Turquie avec, en perspective, l'Europe

D.R.

son territoire y compris la zone à majorité kurde.

À l'opposé, l'OTAN et l'UE sont quasi inexistantes dans les recompositions et repositionnements en cours. La Turquie, pourtant membre de l'OTAN, agit comme si *de facto* ce pays ne faisait plus partie du traité de l'Atlan-

« L'OTAN et l'UE sont quasi inexistantes dans les recompositions et repositionnements en cours »

tique nord, une organisation dans laquelle la force d'entraînement des États-Unis semble émoussée tandis que l'UE reste focalisée sur la gestion des flux migratoires et la crainte que la Turquie ouvre ses vannes aux 3,5 millions de réfugiés vivant sur son sol malgré les 3 milliards d'euros consentis initialement afin qu'elle contienne ces réfugiés. L'UE en particulier est restée appuyée d'un côté sur le concept du multilatéralisme tandis que plusieurs grands pays, - États-Unis, Russie, Turquie - délaissant le processus d'Astana, ont

pris le relais. Et c'est parmi les pays qui ont choisi cette dernière option que l'on trouve ceux qui sont le plus « offensifs » dans le conflit syrien et son règlement au détriment de groupes ou de communautés dont l'engagement a été précieux à l'Occident, à l'UE et à la France pour combattre l'État islamique.

Les pays actifs dans le conflit syrien

L'Iran reste incontestablement un acteur incontournable de par son influence dans la région grâce en partie à l'axe religieux ; en effet, en dehors de la minorité alaouite au pouvoir en Syrie, il y a l'Irak à majorité chiite ainsi que l'île de Bahreïn à forte majorité chiite mais gouvernée par des sunnites, et puis évidemment le puissant Hezbollah au Liban, sorte de gouvernement parallèle et aiguillon que l'Iran peut utiliser à tout moment pour des actions en Israël, sans compter la minorité chiite installée dans l'est du royaume saoudien, ou encore la tragique situation du Yémen, terre de confrontation entre l'Arabie saoudite et ses alliés du Golfe en particulier, et l'Iran qui utilise les rebelles houthi, des chiites zaydites.

LIBRES PROPOS

L'Iran est malgré tout obligé d'avoir une certaine retenue tant il est observé, scruté par les Américains et les Israéliens, ces derniers n'attendant qu'un prétexte pour fondre sur ce pays avec des alliés de circonstance comme l'Arabie saoudite ! Par contre, la Russie et la Turquie se sont « affirmées » de plus en plus dans la région, mettant à profit le retrait américain.

La Russie cherche depuis quelque temps déjà à ne pas perdre sa présence en Méditerranée, y compris une présence navale établie depuis assez longtemps à Lattaquié. Vladimir Poutine a essayé, avec des succès partiels, de saisir l'occasion des crises financières de Chypre (et ses ressources pétrolières et gazières importantes *offshore*) et ensuite de la Grèce pour replacer la Russie comme partenaire clé dans cette région compliquée. À partir de la Syrie et grâce au soutien sans faille qu'il a apporté au régime de Damas, il a permis à ce dernier de résister et d'éviter que la majorité sunnite, voire les islamistes, y prenne le pouvoir. À présent, forts du retrait américain, les Russes peuvent envisager de se redéployer

progressivement dans toute la Syrie y compris dans la zone nord riche en pétrole et ainsi soutenir un « arc chiite » comprenant l'Iran, la Syrie, l'Irak, une partie du Liban jusqu'à l'Azerbaïdjan, pays d'obédience chiite et riche également en pétrole.

« Le président Erdogan paraît ne pas être bien sûr de la marche qu'il veut suivre »

En ce qui concerne la Turquie, les gains à court terme semblent plus notoires mais ils restent fragiles d'autant plus que le président Erdogan paraît ne pas être bien sûr de la marche qu'il veut suivre : détruire les YPG kurdes ? établir sous contrôle turc une zone tampon en Syrie (les Forces démocratiques syriennes, les FDS soutenues par Ankara, occupent une partie du nord de la Syrie depuis 2017) ? installer les 3,5 millions de réfugiés actuellement en Turquie, ou simplement renforcer sa popularité dans son pays ? Si le dernier objectif est atteint pour le moment, les autres sont loin de l'être et il est probable que, si d'aventure les forces turques venaient à s'installer dans le nord de la Syrie, ce ne se-

rait sûrement pas être acceptable par Damas et son allié russe, sans compter le risque d'enlèvement des forces turques d'un côté et une augmentation d'actions terroristes qui seraient menées par le YPG ou le PKK, y compris sur le sol turc. De surcroît, cet enlèvement éventuel ne serait pas pour déplaire aux voisins du pays de la « Sublime porte ».



Combattants kurdes quittant la lutte contre l'état islamique (source Orient Le jour)



Chantage à l'Europe, offensive blindée en territoire syrien, neutralisation des combattant Kurdes et des relations ambiguës avec la Russie et les Etats-Unis. Le président Erdogan à la manœuvre

Des pays voisins attentifs, une UE absente

Les pays voisins guettent un faux pas de la Turquie pour des raisons qui leur sont propres : Israël parce que la Turquie aide, y compris financièrement, le Hamas dans la bande de Gaza ; l'Égypte parce qu'Ankara n'a cessé d'essayer de déstabiliser le régime en place ; avec l'Arabie saoudite les relations ne sont pas au beau fixe (affaire de l'assassinat en Turquie du journaliste saoudien Kashogi et tentative qui s'en suivit de détruire la légitimité du prince héritier Ben Salman ; alliance avec l'émirat du Qatar concurrent de l'Arabie saoudite, etc.) et évidemment conflit presque ouvert avec la Syrie de Bachar el-Assad, une Syrie qui, face à un corridor que l'Iran cherche à établir, pourrait se trouver encore plus à même de contrer la trop ambitieuse mais aussi fragile Turquie. Il est certain que, si la Turquie devait se trouver enlisée dans le nord de la Syrie, les pays de la région n'y verraient rien à dire, au contraire.

Certes, la Turquie peut se prévaloir du retrait militaire américain de la zone, de la coupable indifférence de l'administration Trump, du silence des Nations Unies, de l'OTAN ou de

l'UE, à laquelle elle n'a plus, ou presque pas, de chance d'appartenir un jour sauf à revoir sa structure - ce qu'elle ne cherche d'ailleurs pas - tout en opérant un chantage à la vague migratoire ou en utilisant des propos discourtois à l'égard de plusieurs dirigeants européens. L'Europe continue à appeler à la retenue, suspend ses livraisons d'armes mais « *cela fait rire le crocodile* », expression africaine, car les dirigeants turcs peuvent se procurer des armes en Russie ou en Chine ; par ailleurs les Turcs utilisent et utiliseront les réfugiés sur leur sol comme moyen de chantage, sans parler des

« Les Kurdes semblent voués encore une fois à faire les frais des arrangements en cours »

militants de l'État islamique, que la Turquie n'a jamais vraiment combattu, et de ceux qui, libérés des prisons kurdes suite à l'intervention turque en Syrie, constitueront autant de menaces potentielles pour les pays occidentaux.

Domages collatéraux : la France a-t-elle ou peut-elle jouer un rôle dans le conflit en cours et dans son dénouement éventuel ?

Les Kurdes semblent voués encore une fois à faire les frais des arrangements en cours : après un État qui leur fut promis en 1920 (traité de Sèvres), un espoir annihilé en 1923 (traité de Lausanne) sous la pression des Turcs, souvent en rébellion active ou pas contre leur pays de tutelle (Iran, Irak, Syrie et surtout



Une vision idéologique



Une vision réaliste

Turquie), leurs milices ont été d'un soutien fort apprécié pour réduire et neutraliser les combattants de l'État islamique. Or la combinaison du retrait américain, de la percée turque dans le nord de la Syrie et de la montée des troupes de Bachar el-Assad soutenues par les Russes va réduire le rêve d'autonomie des Kurdes de Syrie.

La France peut-elle faire quelque chose dans ce contexte ? On rappellera ici que depuis 1974 la France a privilégié les rapports bilatéraux à l'approche globale qu'elle avait adoptée avec le monde arabe jusque-là. Elle s'est coupée du monde chiite après la révolution islamique de 1979 en Iran et s'est engagée dans une coopération très forte avec l'Irak de Saddam Hussein (à l'époque la minorité sunnite était au pouvoir) et avec les pays du Golfe (sunnites et ennemis de l'Iran).

Les dirigeants français, ministres des Affaires étrangères en tête, n'ont eu de cesse, de façon peu diplomatique, d'exprimer publiquement que le président Assad devait être chassé du pouvoir. Cette prise de position n'a pu qu'augmenter le capital de défiance de Damas vis-à-vis de Paris. Déjà, au cours du mandat français, la



Que peut-il faire ?

ville d'Alexandrette cédée en son temps aux Turcs puis les plans contrariés de grande Syrie incluant le Liban, le soutien de la France à l'Irak, les mesures de rétorsion de la Syrie qui fait sauter avec l'accord de Téhéran l'oléoduc irakien passant sur son territoire

et ce faisant privant l'Irak de ressources financières nécessaires pour rembourser sa dette envers la France, les attentats contre les forces françaises au Liban en 1983, tout cela a constitué, constitue un lourd contentieux !

Dans ces conditions, une participation constructive de la France au dénouement de la crise du drame syrien ne pourrait se concevoir qu'en appliquant la théorie de Donald Rumsfeld ; comme l'a écrit Fidor Loukianov dans *Courrier International* en novembre 2018 : « la Russie est mieux préparée que les puissances occidentales à évoluer dans un monde où la notion d'allié est devenue toute relative ». L'idéal serait que l'UE, forte de cette remarque, opère ce type d'aggiornamento dans sa politique extérieure ; à défaut serait-il envisageable que la France le fasse seule, à l'instar de ce que fait la Turquie au sein de l'OTAN ? Sachant que les menaces liées au non contrôle de ce qui se passe au Moyen-Orient auront tôt ou tard, peu ou prou, un impact sur notre société. C'est ce que l'on est en droit d'attendre des politiques, puisque gouverner c'est prévoir.

Yves GAZZO

*Ambassadeur de l'Ordre souverain de Malte
accrédité auprès de l'UE*

*Président (h) de l'Académie des sciences
d'Outre-mer*

Membre de l'ASAF